

la fin. Le ministre avait fini, je lui pose une autre question. Soyez honnête!

A quoi attribuez-vous votre satisfaction? Est-ce à la production actuelle au Canada, aux marchandises produites à l'heure actuelle au Canada?

Et le ministre des Finances répond:

A la pression sur nos ressources que cause la demande qu'on en fait.

Remarquez, c'est savoureux! Je suis content qu'il ne manque pas d'argent, parce qu'il y a beaucoup de demande pour nos ressources monétaires.

En d'autres termes, j'ai cru que l'économie, pour la stabiliser, avait besoin de quelques restrictions...

Savoureux! Si l'on veut stabiliser l'économie, restreignons-la—quelques restrictions! Il faut la développer, la population augmente, nos savants trouvent de nouvelles techniques de production, cessez donc de vouloir stabiliser et développez donc pour un bout de temps! Non! il faut stabiliser l'économie.

Vous savez ce que c'est qu'un homme stable? Quand il est debout, poussez-le, vous allez le faire tomber; quand il est assis, poussez-le, vous allez le faire tomber; quand il est à genoux, poussez-le, vous allez le faire tomber, mais quand il est couché par terre, poussez-le ou ne le poussez pas, il ne tombera plus, il est stable. Vous autres, vous voulez stabiliser l'économie, la jeter par terre par «quelques restrictions». Et il continue:

...autrement les gouvernements, les industries privées, les consommateurs demanderaient plus qu'on pourrait alors produire physiquement.

C'est évident qu'il ne faut pas augmenter les ressources monétaires au point où il y en aurait plus que la production. Mais, ce n'est pas le cas dans le domaine de l'habitation et le ministre du Travail (M. Nicholson) le sait, le ministre des Finances le sait et tous les députés qui sont ici le savent. On ne produit pas, parce qu'il manque de l'argent. Mais augmentez les crédits à l'habitation et vous allez voir nos chômeurs travailler pour en construire des maisons.

Aujourd'hui, pour stabiliser l'économie, on empêche le peuple de produire en retirant l'argent pour qu'ils ne puissent pas acheter. C'est le contraire qu'il faut faire. Il faut permettre au peuple de produire ce qu'il est capable de produire et lorsqu'il l'a produit, qu'on lui fournisse les crédits nécessaires pour acheter ce qu'il a déjà produit. Est-ce clair cela? Il faut faire progresser l'économie et non pas la restreindre et chercher à la stabiliser dans un pays en plein essor et en plein progrès. On veut restreindre, ce n'est pas normal. Vous voulez stabiliser le pays? Pourquoi? Un jeune pays qui ne demande qu'à se développer et à progresser, et voilà que le ministre des Finances, qui proclame avoir l'autorité sur le système monétaire, veut le stabiliser, le restreindre.

[M. Grégoire.]

Et le ministre des Finances dit:

Je sais que dans cette année de prospérité et de développement sans précédent...

Oui, je vais aller dire cela dans n'importe lequel de vos comtés, à n'importe lequel de vos chômeurs. Croyez-le, le ministre des Finances l'a dit: Vous êtes dans une année de prospérité et de développements sans précédent. Je demande au ministre des Finances de dire cela dans mon comté, à mes chômeurs. Il va revenir vite ici. Allez dire ça aux cultivateurs du Québec, qu'ils sont dans une période de prospérité et de développement sans précédent.

Je suis prêt à aller faire le tour du comté de Saint-Maurice-Lafleche avec le secrétaire parlementaire, aller voir ses chômeurs, ses ouvriers, ses cultivateurs, ses hommes d'affaires, et leur dire: Messieurs, le ministre l'a crié, développement et prospérité sans précédent!

M. Chrétien: Depuis trois ans le nombre des chômeurs a diminué de 3 p. 100 dans le comté de Saint-Maurice-Lafleche.

M. Grégoire: Combien y en a-t-il, monsieur le président, dans le Québec? Selon le dernier rapport que nous avons reçu, il était plus élevé au mois de janvier, cette année, qu'au mois de janvier l'an dernier. Le nombre des chômeurs, au mois de janvier cette année, a augmenté par rapport à l'an dernier. L'assistance publique, qui prend soin de ceux qui ne sont pas considérés comme des chômeurs, trouve que le nombre d'assistés a augmenté par rapport à l'an dernier.

M. Chrétien: Donnez-nous la différence entre 1963 et 1966. Parlez-nous de la période des conservateurs.

M. Grégoire: Nous allons en parler. Malheureusement, je n'ai pas apporté la Revue des Statistiques du chômage, mais j'ai le droit de parler deux fois là-dessus et même trois fois. Je sais qu'il y en a un autre qui veut parler. Pendant ce temps-là, je vais aller chercher les données statistiques et je vous les mettrai sur le nez. Je les ai à mon bureau. Je ne peux pas traîner avec moi toute la documentation, mais je vous la mettrai sous le nez, sous le nez du secrétaire parlementaire du ministre des Finances, que les chômeurs, cette année, au mois de janvier, selon le dernier rapport que nous avons reçu, janvier-février, a augmenté par rapport à janvier-février de l'an dernier. Cela a augmenté. Année de prospérité et de développement sans précédent!

Une voix: Et les dettes collectives ont aussi augmenté.